



L'EVOLUTION DE L'ARGUMENT POLITIQUE DE LA DEMOGRAPHIE COMME FACTEUR DE PUISSANCE AU XX^{EME} SIECLE.

Mémoire de géopolitique

du Chef de Bataillon Michel-Henri FAIVRE

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique et démographie"

Directeur : Monsieur Jean-Claude CHESNAIS
de l'Institut National des Etudes Démographiques

Avril 2002

L'EVOLUTION DE L'ARGUMENT POLITIQUE DE LA DEMOGRAPHIE COMME FACTEUR DE PUISSANCE AU XX^{EME} SIECLE.

Sommaire

Première Partie :

Jusqu'en 1945 : la prééminence d'un argument politique de la puissance.

L'influence des concepteurs géopolitiques

L'utilisation de la démographie comme argument politique de puissance

La réponse "en creux" des démocraties

Deuxième Partie :

**De 1945 à 1990 : La progressive inversion de l'argument
démographique pour affirmer sa puissance**

La "Guerre froide et les controverses"

De 1975 à 1990 : l'inversion complète de l'argument.

Troisième Partie :

**Depuis 1990 : l'émergence d'une nouvelle appréhension de la
démographie et de son utilisation dans le discours.**

Un nouveau contexte politique et démographique.

La résurgence de l'argument démographique dans les relations entre Etats.

L'EVOLUTION DE L'ARGUMENT POLITIQUE DE LA DEMOGRAPHIE COMME FACTEUR DE PUISSANCE AU XX^{EME} SIECLE.

Table des matières

Introduction	5
<u>Première partie. Jusqu'en 1945. La prééminence d'un argument politique.</u>	7
1.1 L'influence des concepteurs géopolitiques.:	7
1.1.1 Les auteurs et leurs théories	7
1.1.1.1 Friedrich Ratzel (1844 - 1904) ou l'émergence du Lebensraum	7
1.1.1.2 Karl Haushofer (1869 –1946) ou le déterminisme des puissances	8
1.1.2 L'influence des théories sur les Etats au XX ^e siècle	9
1.1.2.1 La légitimation de l'expansion à travers la lecture de la pensée ratzélienne	9
1.1.2.2 L'influence de Haushofer ou le triomphe du pansisme	10
1.2 - <u>L'utilisation de la démographie comme argument politique de puissance</u>	11
1.2.1 L'Allemagne ou le "pivot européen"	11
1.2.1.1 Une "nation forte"	11
1.2.1.2 La démographie au service de l'idéologie	11
1.2.2 Le cas de l'Italie et du Japon	12
1.2.2.1 L'utilisation de l'argument démographique justification de l'expansion.	12
1.2.2.2 Un argument renforcé par le discours idéologique	13
1.3. <u>La réponse "en creux" des démocraties</u>	14
1.3.1. Le constat de la stagnation démographique	14
1.3.1.1 Un exemple de vieillissement constaté : la France	14
1.3.1.2 Un discours en phase avec le constat	15
1.3.2. Le nombre pour lutter contre l'idéologie	16
1.3.2.1 Un discours pour une théorie nouvelle	16
1.3.2.2 Des arguments en creux	16
<u>Deuxième partie. De 1945 à 1990. La progressive inversion de l'argument démographique pour affirmer sa puissance.</u>	18
2.1. <u>"La guerre froide et les controverses"</u>	18
2.1.1. Les pays de la "puissance démographique"	18
2.1.1.1 Un facteur nouveau : la baisse de la mortalité	18
2.1.1.2 Le nombre est encore un facteur de puissance	19

2.1.2.Les pays du “groupe population”	21
2.1.2.1.l’émergence d’une autre idée :la croissance démographique est un risque.	21
2.1.2.2. Une idée partagée par de plus en plus de pays.	22
2.2. <u>De 1975 à1990. l’inversion complète de l’argument.</u>	23
2.2.1.Le tournant de 1975 et l’abandon progressif de l’argument.	23
2.2.1.1.Une opposition encore forte	23
2.2.1.2.Un constat flagrant: la relation démographie - développement	24
2.2.2.L’argument est abandonné et s’inverse	25
2.2.2.1.Des disparités de plus en plus fortes et corrélées à la démographie	25
2.2.2.2.La conversion des discours.	27
<u>Troisième partie. Depuis 1990. L’émergence d’une nouvelle appréhension de la démographie et de son utilisation dans le discours.</u>	28
3.1. <u>Un nouveau contexte politique et démographique.</u>	29
3.1.1.La fin de la guerre froide et la “Victoire” du libéralisme.	29
3.1.1.1.Un “nouvel ordre mondial”	29
3.1.1.2.Un nouveau contexte économique	30
3.1.2.La mise en place de nouveaux rapports démographiques	31
3.1.2.1.Un vieillissement inéluctable des pays riches.	31
3.1.2.2.Une transition démographique inachevée dans les pays pauvres	32
3.2. <u>La résurgence de l’argument démographique dans les relations</u>	33
3.2.1.Le nombre n’a pas perdu de son importance	33
3.2.1.1.Un facteur à ne pas négliger	33
3.2.1.2.L’importance géopolitique des ressources humaines demeure.	33
3.2.2.Une nouvelle utilisation du nombre dans le discours	34
3.2.2.1.Le nouvel ordre démographique impose de nouvelles relations	34
3.2.2.2.Une nouvelle exigence : les devoirs des vieilles nations.	36.
Conclusion	37

Introduction.

”La grandeur des rois se mesure par le nombre des sujets” écrivait le stratège géographe Sébastien Vauban (1633-1707)¹ dans un mémorandum où il soulignait l’importance de la population, facteur dynamique rendant compte de la situation politique d’un pays. Les liens entre la démographie et la puissance sont connus depuis longtemps. La population est même considérée comme faisant partie des facteurs permanents de la puissance, ou plus exactement des “ressources de base des facteurs matériels de la puissance”, pour reprendre le classement de Joseph Nye. Cette permanence en ont fait un argument politique employé dans les relations internationales.

Au XX^{ème} siècle, la rencontre entre les différentes théories et conceptions géopolitiques et les idéologies politiques de masse, a été un facteur du développement et de l’utilisation à outrance de cet argument politique – la force et le dynamisme démographique d’un état lui donne des droits d’expansion et de domination sur d’autres plus faibles – jusqu’à servir de prétexte aux théories raciales. Après la seconde guerre mondiale, si cet argument ne pouvait être utilisé avec autant de force, ayant été “perversi” ou dévoyé, en particulier par l’usage qu’en avait fait les Etats totalitaires, il persiste cependant, servant de fond au débat entre les artisans d’une démographie maîtrisée et les tenants du principe d’une population forte, corollaire de la puissance. Ce débat idéologique entre les pays s’inspirant des théories marxistes et un groupe de pays riches perdure jusqu’à la perte du modèle soviétique et l’argument politique ne disparaît pas mais subit alors une double inversion : une population nombreuse et en forte croissance devient un handicap pour le développement et la puissance d’un Etat d’une part, les pays riches mais en état de vieillissement démographique ont des devoirs envers les pays à forte croissance démographique.

Cette évolution de l’argumentaire politique sur l’importance de la population doit donc être étudiée sur trois périodes distinctes, dont les dates de césure sont assez nettes : 1945, avec la défaite des forces de l’Axe, marque la fin de l’argument politique allié à une volonté d’expansion et justifiant les théories xénophobes. De la fin de la seconde guerre mondiale à la fin de la guerre froide, la perte d’influence progressive de l’URSS sur son bloc et l’impasse de son modèle économique, entraînent un tournant psychologique et l’installation d’un consensus sur la régulation démographique. Mais, il paraît raisonnable de prendre 1991, pour faire commencer une nouvelle période où l’argument démographique est de nouveau employé, opposant les pays entrés dans une accélération du vieillissement de leurs populations et les

¹ « Projet d’une dîme royale » 1706

pays en forte progression, exigeant en retour une aide et un soutien économique de la part des “vieilles nations riches”.

La tendance est au partage des richesses, en raison de devoirs plus ou moins définis de certains pays riches, anciennes puissances coloniales, envers les pays pauvres mais dynamiques sur le plan démographique. En somme, la version, au XXI^{ème} siècle, de la décadence politique de Rome, quand, selon le mot d’Alfred Sauvy, “lorsque les Barbares se sont présentés, il a été possible de trouver des terres à leur offrir, non des soldats à leur opposer”.²

² *la France ridée – Alfred SAUVY, Paris, Hachette, collection Pluriel, 1986.*

Première partie. Jusqu'en 1945 : la prééminence d'un argument politique de la puissance.

La puissance d'un Etat se mesure en particulier par sa position et son influence dans les relations internationales. G. Dorel définit ainsi une puissance comme « un Etat qui dans le monde se distingue non seulement par son poids territorial, démographique et économique mais aussi par les moyens dont il dispose pour s'assurer de son influence... »³. Pour cela, un état doit s'appuyer sur des facteurs tangibles qui étayent son argumentation et la force dont il fait démonstration. L'importance du poids démographique est donc un fondement du débat et des relations entre les états, pendant la première moitié du XX^{ème} siècle, d'autant plus que le siècle précédent avait consacré le « passage de la guerre limitée à la guerre totale »⁴ et donc les ressources humaines, en tant que masses à opposer à un adversaire, avaient pris une importance essentielle dans l'affirmation de la puissance d'un Etat.

Il faut d'abord examiner l'influence des concepteurs de la géopolitique sur le discours d'affirmation de la puissance, dans leur prise en compte du facteur démographique. Ensuite, il est intéressant d'examiner comment les idéologies totalitaires ont utilisé cet argument et s'en sont servis comme une justification et une arme, à travers l'exemple de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, pays qui ont prôné une démographie à la fois forte et fondé sur la référence ethnique. Enfin, il faut constater que les autres états, durant cette période, utilisent aussi cet argument du nombre et de la puissance, en réponse aux volontés d'expansion des premiers. C'est, en quelque sorte, une réponse en creux face au discours.

Section 1 : l'influence des concepteurs géopolitiques

1.1.1 Les auteurs et leurs théories.

1.1.1.1 :Friedrich Ratzel (1844 – 1904) ou l'émergence du Lebensraum (l'espace vital).

Auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont « *Politische Geographie* » en 1887 (considérée comme son œuvre fondamentale), « *Der Staat und sein Boden* » en 1896 et « *Der Lebensraum* »⁵ en 1901, Friedrich Ratzel a développé une géopolitique engagée pour la réalisation d'une grande Europe dominée par l'Allemagne, ayant pris conscience de la petitesse des Etats européens, lors d'un voyage en Amérique.

³ G.Dorel in « *La puissance des Etats* » Documentation photographique n° 8006, décembre 1998.

⁴ Selon le titre d'un ouvrage de Raoul Girardet.

⁵ « *Géographie politique* » traduction française de 1988. Paris Economica ; « Etat et sol » ; « Espace vital » Darmstadt 1966 chez Wisssembourg Buchges.

Ratzel décrit l'Etat comme un être vivant qui naît, grandit, atteint son plein développement et meurt. L'Etat est donc l'organisme vivant rassemblant un peuple sur un sol, le caractère et la force de l'Etat se nourrissant de ce peuple. Pour Ratzel, le peuple est conçu comme un ensemble politique de groupes différenciés qui ne sont liés « ni par la race ni par la langue » mais par le sol. La politique des nationalités qui aboutit au concept de l'Etat Nation, donc à une communauté linguistique et/ou raciale, n'a alors aucun sens.

L'Etat a besoin, pour vivre, d'un espace, l'espace nourricier, appelé par Ratzel, le Lebensraum (l'espace vital). Pour conquérir et garder ce Lebensraum, l'Etat est donc en conflit avec les autres Etats. Ces conflits aboutissent donc à une modification des frontières, en fonction des rapports de puissance existant entre les acteurs étatiques. Ratzel justifie donc l'expansionnisme étatique, fruit d'une politique volontariste reposant, notamment, sur les représentations géographiques des populations.

L'expansion territoriale est une nécessité pour Ratzel, en fonction des sept lois universelles de la croissance étatique qu'il définit dans sa théorie :

- la croissance territoriale des Etats accompagne le développement de leur culture.
- Le territoire des Etats s'accroît en même temps que leur puissance idéologique ou économique.
- Les Etats s'étendent en annexant des entités plus petites et moins dynamiques.
- La frontière est un organe vivant qui matérialise le dynamisme et la puissance d'un Etat.
- L'expansion territoriale de l'Etat est logique car elle vise à absorber des régions vitales pour lui.
- L'Etat est porté à s'étendre lorsque ses voisins sont moins civilisés que lui.
- L'annexion des plus faibles a un effet cumulatif, les annexions entraînent de nouvelles expansions.⁶

1.1.1.2 : Karl Haushofer (1869 – 1946) ou le déterminisme des puissances.

Principal disciple de Ratzel, le général Bavarois Karl Haushofer va développer et vulgariser la théorie de Ratzel, à travers des ouvrages comme « *Wahr-Geopolitik* » en 1932, « *Weltpolitik von heute* » en 1934 mais surtout au sein de la revue « *Zeitschrift für Geopolitik* » fondée en 1924⁷

⁶ F. Ratzel « *Au sujet des lois d'expansion spatiale des Etats* » 1901.

⁷ L'ensemble des textes de Haushofer publiés dans cette revue ont été traduits en français in « *De la Géopolitique* » K. Haushofer. Fayard. 1986.

Selon Haushofer, les Etats puissants ont vocation à se développer et donc à s'étendre jusqu'à leur espace vital, c'est-à-dire l'espace qui leur est indispensable pour vivre. Il y a un enjeu qui n'est autre que l'existence des Etats.

L'Allemagne doit être une grande puissance et se doit de réaliser l'unité de tous les Allemands, en rentrant dans ses frontières naturelles, celles qui permettent aux Allemands de vivre et de se développer. L'Allemagne, dynamique et puissante, sera le pivot de l'Europe et dominera la partie du monde qui s'étend jusqu'à l'Afrique et le Moyen-Orient. Son allié mondial est le Japon⁸, dont le dynamisme le détermine à dominer l'Asie orientale, Chine incluse. La Russie pourrait, pour sa part dominer l'Iran et une partie de l'Asie du Sud (si, toutefois, elle renonce au communisme), tandis que les Etats-Unis pourront continuer à dominer la zone des Amériques.

1.1.2. L'influence des théories des concepteurs sur les Etats au XX^{ème} siècle

1.1.2.1 La légitimation de l'expansion à travers la lecture de la pensée ratzelienne

Les théories de Ratzel, souvent vues sous leur seul angle déterministe, ont consisté dans une légitimation des politiques de puissance et d'expansion, notamment dans les besoins de bénéficier de son espace vital. Comme Ratzel était fondamentalement pan-germaniste, il a été rapidement possible d'utiliser ses réflexions dans un sens déterministe d'un Etat dont la démographie dynamique et forte démontrait la puissance et le droit à disposer d'un espace élargi, au détriment des nations plus faibles, déterminées à être les supplétifs de l'Etat pivot, en l'occurrence l'Allemagne.

Reflot d'une Allemagne profondément nitzchéenne, hantée par la volonté de puissance et par le rêve d'une suprématie mondiale (« Weltpolitik »), la géopolitique ratzelienne a donné des arguments scientifiques et légitimes à toute volonté guerrière de domination. Les idéologues de la politique national-socialiste s'en sont largement inspirés, en mélangeant les thèmes de l'espace vital à celui de la race, personnification de la culture (reprenant l'ancien débat *Kultur-Civilisation* qui avait opposé E. Renan et les philosophes allemands après 1870). L'argument utilisé pour marquer la puissance est un argument négatif : la faiblesse d'un Etat se mesure à son absence de vitalité démographique. C'est ainsi qu'en 1924, A. Hitler écrivait, dans « *Mein Kampf* », constatant l'importance du vieillissement démographique de la France et la baisse considérable de son poids relatif en Europe : « la nation française est en train de s'éteindre ». A travers les chapitres où Hitler définit les orientations de la politique étrangère

⁸ Karl Haushofer « *Dai Nihon* » -1912 et « *Orientations fondamentales dans le développement de l'empire Japonais 1854-1919* » 1919.

de l'Allemagne, les *sept lois fondamentales* de Ratzel sont plus ou moins reprises, en particulier celles qui mettent en parallèle la force de l'idéologie et de la culture d'un Etat et son expansion naturelle et quasi nécessaire.

Ratzel est certes plus héraut d'une « *Realpolitik* » que théoricien d'un déterminisme de la nation allemande, il a cependant influencé les idéologies et les discours politiques qui insistaient sur l'inéluctable domination d'un pays sur une région, en vertu d'une prédisposition naturelle, sa force démographique.

Ratzel n'a pas uniquement influencé l'Allemagne, qu'elle soit wilhelmienne et surtout hitlérienne. Il est possible de retrouver des justifications issues des théories de Ratzel dans les discours de Mussolini où se mélangent les références à la volonté et les prédestinations d'un peuple à disposer d'un espace lui permettant de vivre dans des conditions qui correspondent à sa puissance.

1.1.2.2. L'influence de Haushofer ou le triomphe du panisme.

Les théories de Haushofer ont alimenté les logiques « impériales » où un Etat leader se doit de dominer une région ou une partie du monde. C'est bien dans le mythe d'un peuple ayant vécu sur un territoire historique maximal, au moment d'un âge d'or, que l'on trouve les plus fortes justifications des volontés d'expansion de certains Etats, notamment entre les deux guerres.

Plus que Ratzel, Haushofer a fortement inspiré les discours et théories expansionnistes en Allemagne. Haushofer voulant raffermir le sentiment d'appartenance des Allemands à une communauté de civilisation (« *Deutschum* »), en favorisant la création et le développement d'un espace pour y déployer librement leurs virtualités : le *Lebensraum*. La victoire du parti national – socialiste en 1933 va permettre la mise en œuvre des théories de Haushofer et même d'en affirmer l'influence.

La science de Haushofer est une « science allemande au service de desseins allemands, hantée par la volonté de puissance »⁹, qui a fortement servi de justification scientifique à la politique extérieure du III^{ème} Reich. Les conquêtes hitlériennes ont, à chaque fois, été présentées comme nécessaires pour retrouver un espace « historique » à un peuple dynamique qui doit dominer sa région.

Il faut cependant noter que, comme pour Ratzel, l'influence de Haushofer dépasse nettement la pensée initiale de l'auteur. D'ailleurs, l'attitude de Haushofer à la fin de la seconde guerre mondiale et son refus de la politique raciale du III^{ème} Reich montrent bien qu'il n'a pas inspiré les politiques expansionnistes tout azimut d'Hitler, notamment

⁹ Aymeric Chauprade et François Thual : *dictionnaire de géopolitique*. Ellipses 1998

l'expansion vers les territoires russes (il s'y est même opposé), même s'il a salué et approuvé des actions comme l'Anschluss avec l'Autriche ou l'annexion du territoire des Sudètes en leur temps. Il est donc remarquable de noter que c'est l'esprit de sa pensée qui a, sinon totalement influencé le discours, du moins formé le squelette scientifique et justificatif du discours hitlérien pour expliquer ses ambitions territoriales. Le panisme allemand de Haushofer, renforcé par le déterminisme de sa géopolitique a donc été un prétexte dans les arguments justifiant une expansion impérialiste des dictatures en Europe et en Asie.

Section 2 : l'utilisation de la démographie comme argument politique de puissance

1.2.1. L'Allemagne ou le « pivot » européen.

1.2.1.1 Une « nation forte ».

Continuant les rêves bismarckiens et wilhelmiens d'une Allemagne puissante et forte démographiquement, le régime national-socialiste a toujours utilisé, dans son discours expansionniste, la force de sa population et son dynamisme. Même amputée d'une partie de son territoire, à l'Est notamment, avec la Pologne reconstituée, l'Allemagne reste un pays nombreux démographiquement.

Favorisant, par une politique nataliste volontaire, avec des aides et une exaltation de la maternité allemande, le développement de cette population, le régime hitlérien a utilisé ce dynamisme pour revendiquer une place plus représentative de son poids réel dans le concert des nations. Cette place, issue d'une démographie annoncée comme active¹⁰, preuve d'un Etat en pleine force, suivant l'image ratzelienne, ne pouvait s'acquérir qu'en annexant des zones et des territoires qui revenaient de droit à un peuple puissant.

De plus, les populations allemandes étaient séparées par des frontières imposées par les vieilles puissances finissantes, les démocraties, dont le poids démographique ne cessait de diminuer. Ces frontières étaient des barrières qui empêchaient le peuple allemand de vivre comme il le méritait et elles devaient donc être abolies. La démographie allait de pair avec la théorie du Lebensraum, de l'espace vital, nécessaire à un peuple puissant. Hitler, depuis la construction de sa théorie, en captivité, gardait à l'esprit son dessein à long terme, la conquête de l'espace vital qui devait être l'expansion à l'Est. Tous ses actes sont guidés par ce long terme, donc conservent cette cohérence géopolitique.

¹⁰Cette démographie n'est pas si « active », puisque le démographe Friedrich Burgdörfer (1890-1967) instaure des critères de recensement dictés par l'obsession de la baisse de la natalité et le vieillissement de la population germanique. Ces critères vont servir aussi de justification scientifique à l'idéologie raciale nazie.

1.1.2.2 La démographie au service de l'idéologie.

La vision du monde d'Hitler n'était pas seulement dans un rapport de puissance à puissance, mais elle était fondée aussi sur la race et le triomphe de la volonté. La guerre de conquête était donc un choix assumé et justifié par cette vision globale.

La guerre que voulait Hitler allait donc au-dessus de toute justification stratégique, elle était de conquête, menée par la race allemande contre des populations considérées comme racialement et culturellement plus faibles, inférieures. L'éradication du « judéo-bolchevisme », la conquête territoriale, le remodelage racial et l'exploitation économique, les populations inférieures étant considérées comme la variable la moins contraignante.

Il est nécessaire de lier la solution finale à l'expansion à l'Est, l'idéologie raciale étant le moteur principal de la guerre hitlérienne. On peut définir l'expansion territoriale hitlérienne comme un construit idéologique où l'argument démographique, mêlé à un projet racial, a été essentiel pour s'imposer et justifier la guerre, fondement de l'idéologie nazie.

Notamment, la Russie, dans le projet d'Hitler devait être l'Inde de l'Allemagne, par l'installation méthodique de paysans-soldats allemands. Les populations slaves seraient repoussées loin vers l'Est, réprimées et limitées dans leur *fécondité galopante*, par la stérilisation. L'idéologie nazie utilise l'argument démographique avec un choix des termes qui font une distinction entre *dynamisme démographique* de la race allemande et *fécondité galopante* des peuples non germaniques. La politique nazie à l'égard de l'Union soviétique est un exemple typique du mélange de l'idéologie et de l'argument démographique, véritable « conglomérat insensé de fantasmes raciaux, de délires géopolitiques et de volontarisme économique pseudo-rationnel ».¹¹

1.2.2. Le cas de l'Italie et du Japon.

1.2.2.1 L'utilisation de l'argument démographique, justification de l'expansion.

De la même façon que l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont utilisé, sans pour autant s'appuyer sur des faits et des chiffres intangibles, leur poids démographique respectif pour réclamer des espaces qui leur revenaient, selon eux, de droit. C'est ainsi que Mussolini, s'appuyant sur l'argument de « la Victoire mutilée » de 1918, a revendiqué, pour l'Italie, un empire colonial qui donnerait les moyens de vivre à un « peuple en pleine vitalité ». Cette vitalité s'opposait, bien évidemment aux « Etats ploutocratiques vieillissants », c'est-à-dire la France et l'Angleterre.

¹¹ Pierre Grosser . « Pourquoi la 2^e guerre mondiale ? ». Editions complexes.1999.

Quant aux militaires japonais, le dynamisme et la force de l'Empire par rapport à ses voisins affaiblis (notamment la Chine) ou plus faibles numériquement (la Corée), tandis que le peuple japonais ne disposait que d'un territoire restreint, donnaient des justifications à une domination régionale et à une expansion territoriale. Le discours impérialiste japonais s'est alimenté à deux sources : la traduction régionale de l'espace vital pour un pays limité dans son territoire, avec une population en plein essor et l'asiatisme émergent, dominé évidemment par la seule puissance japonaise. Cet asiatisme insiste sur le poids démographique des populations asiatiques par rapport aux puissances coloniales, dont la France en Indochine. Le Japon prône une « sphère de co-prosperité », que sa puissance le destine normalement à réguler et à dominer.

Cette nécessaire expansion, est exprimée en 1930 par la promotion du « kokutai » (essence et politique nationale) que décrit Akira Iriye : « Désormais, les Japonais peuvent au moins affirmer quelque chose qu'eux mêmes ont défini, un système mondial constitué d'ordre régionaux, avec le Japon qui doit être autonome dans sa région ». Cette sphère japonaise s'oppose aux valeurs mises en avant par les puissances occidentales qui étaient la paix et le refus de l'agrandissement territorial par des guerres d'agression. Ces notions, le Japon et, dans une certaine mesure, l'Italie les considéraient comme l'écran de fumée qui cachait la domination des vieilles puissances s'accrochant au statu quo.

1.2.2.2. Un argument renforcé par le discours idéologique.

Pour confirmer cette force démographique, les deux pays ont adopté des politiques natalistes très volontaires et ont exalté les forces vives de la population, dans des textes opposant la vitalité de leur peuple et la vieillesse des autres nations. C'est ainsi que le fascisme édite un véritable catéchisme, inspiré du catéchisme catholique (dit de Saint Pie X), où, sous la forme de questions réponses, la nécessité d'une forte natalité, expression de la force de l'Italie, s'impose comme une vérité absolue.

Mais la domination se justifie surtout par la « prédestination » des peuples ainsi exaltés. L'impérialisme japonais ne s'oppose pas uniquement aux nations occidentales, il classe les populations asiatiques en dominants et dominés. L'impérialisme japonais est anti-chinois, les populations chinoises étant considérées comme inférieures, comme le sont les Slaves pour l'Allemagne. Les massacres de masse, comme à Nankin en 1937, ou les expériences pseudo-médicales effectuées dans l'unité 431 sur des cobayes chinois, par exemple, montrent que l'asiatisme japonais n'est qu'une figure de rhétorique.

Mussolini, dès 1920, revendiquait sa sphère de domination, en vertu d'une destinée éternelle de l'Italie : « La destinée veut que la Méditerranée nous revienne. La destinée veut

que Rome soit à nouveau la ville dirigeant la civilisation dans tout l'Occident européen. Levons le drapeau de l'empire ». En vertu d'une force éternelle du peuple italien par rapport à certains de ses voisins, Mussolini envisage de dominer la Yougoslavie et la Grèce. La force italienne s'obtiendra par la guerre, expression des vertus humaines « marquant d'un sceau de noblesse les peuples qui sont faits pour elles » (Mussolini, discours au Sénat en 1926) Les théories de Haushofer et de Ratzel sont donc bien au cœur de ces discours justificatifs.

A travers l'exemple de ces deux Etats, il apparaît donc que la démographie est employée comme fond justificatif de l'expansion, même si les faits contredisent le discours. La vieillesse des populations des démocraties entre 1920 et 1940 ne s'oppose pas à une prétendue jeunesse des dictatures, qui connaissent aussi une stagnation démographique.

Section 3 : la réponse « en creux » des démocraties.

1.3.1. Le constat de la stagnation démographique.

1.3.1.1 Un exemple de vieillissement constaté : la France.

L'évolution de la place de la France sur la place internationale est directement liée à celle de sa population. Pays le plus peuplé d'Europe, au temps de Louis XIV (22 millions d'habitants contre 14 millions pour l'empire russe et 10 millions en Autriche) comme au temps du premier Empire avec 29 millions d'habitants, la faible fécondité au XIX^{ème} siècle va faire baisser ce poids et cette place au profit des autres nations européennes, notamment l'Angleterre, mais surtout faire de la France un pays vieux¹².

Les conséquences de cette baisse de fécondité, de ce vieillissement, avait amené le gouvernement français à dresser le constat d'un déséquilibre démographique par rapport à l'Allemagne au début du XX^{ème} siècle et à promulguer la loi des trois ans de service militaire en 1913, pour rétablir cet équilibre en vue d'une confrontation.

La première guerre mondiale a accentué cette situation, avec les « classes creuses » notamment qui, aux pertes de la guerre, ont ajouté la chute de la natalité. Dressant ce constat de l'affaiblissement démographique et du vieillissement de la France, les hommes politiques agissent en fonction de cette perte de poids géopolitique. Ainsi, Aristide Briand justifie-t-il sa politique de réconciliation avec l'Allemagne en 1929 par ce discours devant les députés : « Je fais la politique étrangère de notre natalité ». En 1936, le déséquilibre entre la France et l'Allemagne était presque de un pour deux : 65 millions d'habitants en Allemagne contre 39 en France.

¹² Plus exactement « une France ridée » selon le titre d'un ouvrage d'Alfred Sauvy (op.cité)

1.3.1.2. Un discours en phase avec le constat.

Après un conflit, considéré comme suicidaire a posteriori, qui a coûté presque dix millions de morts en Europe - dont plus d'un million et demi pour la France - et des conséquences désastreuses pour leur démographie, la France et l'Angleterre ne veulent pas revenir à une telle confrontation et n'en ont d'ailleurs pas les ressources. La guerre d'expansion doit être bannie et il convient de ne plus employer l'axiome clauswitzien de la guerre « continuation de la politique par d'autres moyens ».

En tentant, plus ou moins sans l'avouer, de s'inspirer du Congrès de Vienne de 1815, les démocraties victorieuses cherchent à maintenir un statu quo politique, issu de l'armistice de 1918 et des conclusions du traité de Versailles de 1919. Faisant le constat de leur affaiblissement et de leur vieillissement quasi inéluctable, la France et le Royaume Uni mettent en avant des principes de droit – la guerre qui a été gagnée était celle du droit défendu par les démocraties contre les impérialismes des empires centraux – et de relations internationales apaisées. N'ayant plus les ressources de mobilisation qui avaient permis la mise sur pied de plus de 71 divisions d'infanterie en août 1914, pour ne parler que de la France¹³, ces deux puissances adoptent alors un discours politique très apaisant, dont le but est de conserver les acquis.

Ce discours est très rapidement considéré comme hypocrite par les Etats se sentant humiliés par 1918 et qui parlent soit de « coup de poignard dans le dos » pour l'Allemagne, soit de « victoire mutilée » pour l'Italie. Le partage de l'Autriche-Hongrie au profit de petites puissances et de nouveaux Etats est d'ailleurs considéré comme l'illustration de cette hypocrisie. Ce partage s'est opéré en application d'un principe imposé comme valeur universelle par les vainqueurs, le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, tandis que de nombreuses ethnies sont encore insérées dans des ensembles plus grands, mais appartenant aux Alliés. Le maintien du statu quo prôné par les « grands » vainqueurs est donc considéré comme la volonté de conserver leur domination sur des Etats plus dynamiques qu'eux. Après la convention de Chicago de 1922, l'obligeant à se retirer des territoires chinois qu'il occupait, le Japon dénonce ce discours pacifié en apparence et qui, selon lui, bloque la situation au profit des nations vieillissantes.

Qu'elles l'acceptent ou non, en utilisant ce discours adapté à leur situation démographique, la France et la Grande Bretagne ont été obligées d'adopter l'angle de lecture géopolitique des Etats qui contestent leur domination. Elles illustrent cette faiblesse des

¹³ En additionnant les divisions d'active et de réserve, la France ne peut aligner que 90 divisions contre 145 allemandes de même volume, en 1940.

vieilles nations théorisées par les concepteurs géopolitiques qui ont influencé les pays autoritaires en Europe et en Asie. L'argument n'est donc pas contesté mais subi.

1.3.2. Le nombre pour lutter contre l'idéologie.

1.3.2.1 Un discours pour une théorie nouvelle.

Le discours apaisant des démocraties européennes perd vite de sa force quand celles-ci cèdent à chaque exigence des Etats totalitaires et révisionnistes. Il est alors certain que le discours des Etats totalitaires, mélange d'explications rationalistes et idéologiques, s'appuyant sur leur force démographique supposée par rapport aux vieilles nations, va entraîner, tôt ou tard la confrontation. Les démocraties sont alors bien obligées de repenser leur discours et adoptent une vision particulière de la relation entre la démographie et la puissance des Etats : le nombre fait la force, en dehors de tout nationalisme et de toute distinction raciale ou ethnique. Ce n'est pas la vitalité violente d'un « homme nouveau » comme le mettent en avant les discours fasciste et nazi – ainsi que le discours communiste de l'URSS avec « l'homo sovieticus » - mais le nombre d'habitants qui vivent dans ces pays et qui partagent les mêmes valeurs.

Ce discours sur le nombre est la réponse exacte – à propos de ce concept - des démocraties, garantes de certaines valeurs, aux discours panistes et expansionnistes des pays de l'Axe. Il est possible d'y voir une influence de Renan, pour sa vision de la Nation, lieu où se retrouvent des personnes qui souhaitent vivre ensemble car elles partagent les mêmes valeurs, mais il ne faut pas négliger l'influence des études géopolitiques de l'amiral H.J. Mackinder (1861-1947) qui met la démographie au centre des facteurs de puissance de certains Etats, risquant de dominer le monde en tenant « l'île mondiale ». Contre cette domination, il faut s'allier et encercler le cœur du monde (« heartland »), en s'appuyant sur les puissances maritimes – en l'occurrence l'Angleterre, pour Mackinder - et leurs alliés terrestres.¹⁴

1.3.2.2. Des arguments en creux.

Cette réponse du nombre qui, mathématiquement, doit permettre de remporter la victoire des démocraties sur les dictatures est systématiquement mis en avant dès qu'il apparaît que la guerre est inévitable. Face à un adversaire déterminé à obtenir coûte que coûte la sphère de domination qu'il revendique, le discours des démocraties, dans un premier temps, puis des Alliés, à partir de 1941 et de l'entrée en guerre des Etats-Unis et de l'URSS s'appuie donc sur le nombre, gage d'une victoire à plus ou moins long terme.

¹⁴ H.J. Mackinder . « *Democratic ideals and reality : a study in the politics of reconstruction* ». 1919

C'est ainsi que les affiches de la propagande française, en 1940, pour lever un emprunt de guerre, proclament « Nous vaincrons car nous sommes les plus forts » et montrent une France et ses alliés additionnant leurs troupes, leurs peuples, face à l'Allemagne, supposée n'avoir aucune réserve. A ce même instant, le discours politique français évoque « la France de 100 millions d'habitants », englobant ainsi les populations de son empire colonial avec les 40 millions d'habitants en métropole.

Quand, après le désastre de 1940, le Général de Gaulle lance son appel du 18 Juin à la B.B.C, il évoque encore le nombre pour persuader les Français que la guerre ne vient que de commencer : « La France n'est pas seule, elle n'est pas seule ! » Elle a son immense empire et l'Empire britannique derrière elle. La force des Alliés est dans le droit, mais aussi et surtout dans le nombre. Enfin, pour prendre un dernier exemple, les affiches célébrant la victoire des Alliés en 1945, montrent une Allemagne entourée et envahie par les masses humaines où avancent, pêle-mêle, des soldats américains, soviétiques, anglais et français...tandis que l'URSS met en avant son sacrifice en rappelant que le conflit venait de lui coûter plus de vingt et un millions de morts.

En 1945, l'argument politique de la puissance par le poids démographique est donc encore un argument majeur.

Deuxième partie. De 1945 à 1990. La progressive inversion de l'argument démographique pour affirmer sa puissance.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'utilisation à outrance de l'argument démographique par les pays totalitaires a donné une image trop négative de ce facteur de puissance. De plus, 1945 marque l'émergence du nucléaire. La tentation est alors forte d'analyser uniquement la situation politique mondiale en fonction de l'accès des Etats à la puissance atomique et à la puissance économique et commerciale.

Cependant, la force que donne une démographie puissante est encore un argument avancé par de nombreux pays, tandis qu'une partie des pays développés font une analyse inverse et estiment qu'une démographie doit être maîtrisée pour permettre un développement viable et ne pas épuiser les richesses.

L'opposition va durer presque cinquante ans et servir souvent de fond du débat entre des pays, souvent issus de la décolonisation et qui ont choisi le modèle soviétique comme voie de développement économique et les pays développés, plutôt d'obédience libérale. Cette opposition, cependant, va diminuer jusqu'à devenir un consensus, vers 1990.

Pour examiner cette période, il faut marquer la césure de 1975, tournant de la guerre froide, où l'inversion de l'argument démographique comme facteur de puissance est patente. Une forte démographie n'est plus synonyme de puissance pour un pays.

Section 1 : « la guerre froide et les controverses »¹⁵

2.1.1 Les pays de la « puissance démographique ».

2.1.1.1 Un facteur nouveau : la baisse de la mortalité.

Un phénomène nouveau apparaît après la Seconde Guerre Mondiale, la baisse de la mortalité, notamment dans les pays en voie de développement. Les prophylaxies et la révolution pasteurienne qui avaient produit des effets dans les pays développés (Europe occidentale, Etats-Unis, Dominions océaniques), ont un effet très rapide dans les pays en voie de développement à partir de 1950. La chute de la mortalité a été très rapide dans ces pays, puisqu'elle a été due à l'application de techniques déjà au point à des populations nouvelles, dans les dernières années de la colonisation qui a souvent donné les moyens administratifs et financiers. Pour prendre un exemple, c'est ainsi que le traitement au DDT de marécages dans l'île de Ceylan (Sri Lanka actuellement), à partir de 1945 a permis, en quelques mois, de gagner plusieurs années d'espérance de vie locale dans un pays où la mortalité était très élevée.

¹⁵ Yves Montenay. Chercheur à l'institut de démographie politique. 1993

Cette baisse de mortalité n'a pas été accompagnée, comme dans les pays développés, à cette époque, d'un phénomène d'implosion démographique. Les habitudes culturelles dans ces pays n'ont pas évolué dans le même temps que les progrès de la médecine et cette baisse de mortalité s'est donc accompagnée d'une forte croissance de la population dans ces pays, pendant au moins 20 ans.

Mais cette croissance, pays par pays, a conduit l'opinion à réfléchir sur son corollaire, la croissance rapide et massive de la population mondiale, sans qu'un cycle de progrès ou de révolution technologique ne l'accompagne et agisse en régulation. La question des ressources et de leur partage se posait. Et le peuplement de la planète est devenu un sujet mondial, débattu au sein de l'ONU, dès les années 50.

2.1.1.2. Le nombre est encore un argument de puissance

Malgré ou peut-être à cause de cette croissance, dans le contexte particulier de l'installation de la guerre froide et de la décolonisation, de nombreux pays demeurent partisans d'une population forte et d'une démographie dynamique. Cet argument s'est très vite, en effet, politisé, autour d'une opposition simple : les peuples défavorisés contre la volonté hégémonique plus ou moins cachée de l'Occident. Toute proposition de maîtrise de la croissance démographique était alors dénoncée comme un outil de domination.

Un classement sommaire de trois groupes de pays peut être ici effectué pour décrire les arguments mis en avant. Le premier groupe est, bien évidemment, le bloc des pays communistes. Pour ces pays, les propositions de politiques de planification des naissances étaient le résultat d'une conception erronée des relations entre croissance démographique et développement économique. Elles ne pouvaient être que le fruit de l'erreur capitaliste, au bord de la ruine comme les théories marxistes l'expliquaient. Le modèle d'économie planifiée socialiste permettait sans problème de donner la prospérité aux populations nombreuses. En outre, les masses des pays communistes démontraient la puissance de ces pays et, par conséquent, annonçaient leur victoire prochaine. Enfin, ces politiques de planification étaient un moyen commode de protéger un statu quo géopolitique avantageux pour l'Ouest, en empêchant les populations les plus défavorisées, donc potentiellement dangereuses, de croître. Ces pays refusaient même, à l'ONU, le droit d'intervenir sur la croissance démographique. En 1959, par exemple, le délégué de l'URSS, à la session de la Commission de la population des Nations Unies, s'opposait à toute suggestion que la « Commission puisse recommander des interventions pour abaisser les taux de natalité... »

Pour le groupe des pays marxistes, le nombre est encore synonyme de puissance. Par exemple, c'est grâce au rapport de population favorable à la République de Chine Populaire que celle-ci obtient, en 1971, de prendre la place de la Chine Républicaine, réfugiée sur Taiwan, comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le deuxième groupe de pays partage tout à fait ce dernier point de vue. Profitant pour certains, des aides des grands pays socialistes, ils s'expriment surtout dans la conférence des Pays non alignés (PNA) et revendiquent une croissance de population forte pour s'imposer contre les anciennes (et naturellement déclinantes car vieillissantes) puissances coloniales ou capitalistes. « Nos ennemis impérialistes savent que notre nombre est notre force. Ils en ont peur. Multiplions-nous le plus vite possible pour les écraser ».¹⁶ Pour ces pays, l'application du modèle soviétique permettrait de nourrir n'importe quelle population. C'est ce développement qui montrerait bien la force des peuples. L'Algérie, tête de file des Pays non alignés, allant même jusqu'à dire, par son délégué, à la deuxième conférence internationale sur la population, organisée par les Nations Unies, en 1974 : « ce développement sera le meilleur contraceptif ». Ces pays non alignés adoptaient le message « Vous prendrez votre revanche grâce au nombre ». Leur argumentation s'appuyait sur deux éléments qu'ils mettaient en avant, la peur, au Nord, du raz de marée démographique venant du Sud¹⁷, la conscience de l'impact du phénomène de développement sur les traditions et donc sur l'économie.¹⁸

Un troisième groupe de pays prône une démographie forte et leurs arguments, religieux et éthiques souvent, ne sont pas exempts d'arrière pensée géopolitique. Derrière les mises en garde de toute dérive eugénique du Vatican, de nombreux pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Ouest s'opposent à ces projets de planification des naissances, à la fois pour des raisons religieuses (ces pays sont plutôt de confession catholique) mais aussi géopolitique. Ainsi, un pays comme le Brésil voyait et annonçait dans la croissance de sa population un moyen d'affirmer sa position dominante à l'égard des autres pays latino-américains, mais aussi face aux Etats-Unis. Quant à la France, elle refuse très longtemps toute proposition de réduction de croissance démographique, dénonçant une volonté hégémonique de la part des Etats – Unis, alors promoteurs quasi exclusif de cette politique. La France, en plein redressement économique, ne voit que des bienfaits dans la croissance démographique et ne veut pas connaître à nouveau ce déséquilibre de population qui l'avait désavantagée face à

¹⁶ Eduardo Galeano : *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Plon, Paris, 1981.

¹⁷ Peur qu'on retrouve décrite dans l'ouvrage de J. Raspail : *Le camp des Saints*. Plon, Paris, 1977.

¹⁸ Yves Montenay. *Les politiques de natalité dans le Tiers Monde*. Défense Nationale. Avril 1993.

l'Allemagne. La contraception n'est légalisée en France qu'en 1967¹⁹, soit deux ans après la conférence de Belgrade, première conférence sur la population organisée par les Nations Unies, et l'avortement est autorisé en 1974²⁰, année de la deuxième conférence sur la population.

Pendant le quart de siècle qui suit la deuxième guerre mondiale, il reste donc un nombre très important de pays qui utilisent encore l'argument démographique pour affirmer leur puissance. Pourtant, pendant cette même période, cet argument est combattu.

2.1.2. Les pays du « groupe population »²¹

2.1.2.1. L'émergence d'une autre idée : la croissance démographique est un risque.

La forte croissance due à la baisse de la mortalité dans l'ensemble des pays et au maintien d'une fécondité élevée conduit des chercheurs et des décideurs américains à mener, dès la fin des années quarante, des réflexions sur les théories malthusiennes de la croissance et à préconiser d'intervenir sur la baisse de la fécondité pour ne pas aggraver la situation.

La prise de conscience des problèmes posés par la croissance démographique future, notamment dans les pays qu'on appellera bientôt le Tiers Monde, est d'ordre géopolitique. La croissance très rapide de la population dans deux régions qui sont essentielles pour les Etats – Unis, l'Amérique latine et l'Asie, peut mettre en cause la sécurité et la paix du monde²². Mais il existe une deuxième préoccupation, plus humanitaire, qui s'inquiète de l'impossibilité de ces pays peu développés de nourrir leur population en forte progression. Les dangers pour les ressources mondiales sont aussi mises en avant, dès 1950, par ces chercheurs et ces décideurs. Ils alertent des responsables de fondations et de l'Administration américaine sur les risques de la rapidité de la croissance démographique et démontrent que cette croissance constitue un obstacle essentiel pour le développement, si aucune mesure de maîtrise de la démographie n'est prise.

Cette corrélation négative entre la croissance démographique et les ressources est issue directement des théories économiques de la croissance. E. Hoover, en 1958, établissait une relation rigide et négative entre croissance démographique et formation de l'épargne et de l'investissement. Cette théorie économique fournit les argument pour développer les politiques de planification des naissances.

¹⁹ Loi Neruworth.

²⁰ Loi Veil

²¹ C'est ainsi que J.Cl. Chasteland traduit l'expression « population movement », au sens de pression, rassemblant des scientifiques et des hommes politiques influents, essentiellement américains, qui ont lancé l'idée d'une régulation de la croissance démographique. *La population du Monde*. (Ouvrage collectif). INED.Presses universitaires de France. Paris, 1997.

En fait, à cette époque, les facteurs mis en avant pour décrire la puissance mettent en retrait la population et le territoire mais s'appuient sur le facteur économique et le fait nucléaire. La force d'attraction et d'influence est plus importante, alors, que la population ou le territoire.

A cela s'ajoutent les premiers résultats de l'analyse démographique, en liaison avec les théories de la transition démographique, telles qu'elles étaient développées par F. Notestein en particulier. Selon ce chercheur, en 1944, la transition démographique n'est pas induite uniquement par la modernisation, nécessairement lente, des sociétés mais doit être, sinon provoquée, du moins accélérée par des politiques appropriées.

Pour ce « groupe population », la croissance démographique non seulement n'est pas un argument de puissance mais encore plus présente un danger pour les pays concernés et pour l'ensemble de la planète qui ne peut subvenir aux besoins de tant de monde.

2.1.2.2. Une idée partagée par de plus en plus de pays.

Pour défendre cette idée d'un risque de la croissance démographique, les Etats-Unis semblent tout d'abord assez isolés, quand ils ne sont pas soupçonnés de vouloir asseoir leur domination, comme cela a été vu supra. Il est vrai qu'ils possèdent la puissance et tous les autres facteurs de l'affirmation de la puissance. Première puissance économique et financière (le système monétaire international instauré à Bretton-Woods fait du dollar la monnaie de référence, le Plan Marshall permet de relancer l'économie d'une partie du monde après le conflit mondial...), première puissance militaire et longtemps seule puissance atomique, autant d'atouts qui leur permettent d'influencer les relations internationales, à travers un bloc homogène, illustré par l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) et les autres organisations de sécurité collective sous leur égide.

Cependant, ils sont assez rapidement et progressivement suivis par plusieurs pays qui partagent leur point de vue néo-malthusien²³ sur la croissance démographique. Pour ces pays, la population croît selon une progression géométrique, tandis que les subsistances suivent une progression arithmétique. Si la population n'est pas freinée, ou pas assez, le déséquilibre provoquera une chute des revenus, et la hausse de mortalité ramènera plus loin que le point de départ.

Parmi ces pays qui soutiennent assez vite les Etats – Unis et les relaient au sein de l'ONU, il faut citer les pays d'Europe du Nord, dont la Suède et les pays européens en majorité de confession protestante. Pour ces pays qui avaient adopté les théories néo-

²² Peur parfaitement illustrée par W.Vogt en 1948 dans *Road to Survival*..

²³ cf. Malthus : *Essai sur le principe de population* 1798

malthusiennes, la démographie non contrôlée était trop dangereuse et il fallait soutenir les programmes de planification des naissances dans les pays défavorisés.

Cependant, il est intéressant de noter que, dès les années 50, des pays en voie de développement font leurs ces théories et appliquent, parfois avec une certaine brutalité, des politiques de restriction des naissances. C'est le cas du Japon qui, dès 1948, adopte une loi « eugénique » pour mettre en place un programme ambitieux de contrôle de sa croissance démographique. Le Japon est vite suivi par des petits Etats d'Asie du Sud Est, comme Singapour ou par des Etats comme l'Inde, la Pakistan ou le Sri Lanka. Il faut noter que pour des pays comme le Japon et les « dragons », cette régulation (pour ne pas dire cette chute) de la démographie s'est accompagnée d'un fort développement économique et a fait de ces pays des puissances économiques et financières. Ceci est moins vrai pour l'Inde ou le Pakistan, mais les conflits du sub-continent n'ont pas permis un développement cohérent et lisse dans cette région.

Ces exemples, avant la conférence de Bucarest de 1974, ont donc donné une contre argumentation au discours des pays adeptes d'une démographie importante et dynamique pour asseoir et affirmer leur puissance. Cette contre argumentation ou, plus exactement, cet argument inverse fait de plus en plus d'adeptes. En effet, alors qu'en 1954, 3 pays seulement avaient des programmes de planification familiale, ce nombre passe à 23 en 1965, lors de la conférence de Belgrade et à presque 40 en 1973, à la veille de la conférence de 1974.

Section 2 : De 1975 à 1990, l'inversion complète de l'argument.

2.2.1. Le tournant de 1975 et l'abandon progressif de l'argument.

2.2.1.1 Une opposition encore forte.

La conférence de Bucarest de 1974 avait établi des objectifs ambitieux dont l'étude des relations entre les tendances démographiques des pays et le développement. C'est pourquoi, en amont, ont été créés quatre groupes d'experts (population et famille, population et développement, population, ressources et environnement et population et droits de l'homme) et cinq conférences régionales (Afrique, Asie, Amérique latine, Europe, pays Arabes), afin d'étudier ces relations et proposer un plan d'action à la Conférence.

Il ressort de ces études, difficiles à mener dans un contexte de guerre froide exacerbée, un déséquilibre important entre les pays en voie de développement et les puissances anciennes ou émergentes comme les dragons d'Asie du Sud Est. En 1974, le mouvement de pensée tiers-mondiste est à son apogée et les conclusions des experts sont mal accueillies par ceux qui voient dans l'inégale répartition des richesses mondiales le seul obstacle au développement. Parmi ces pays, l'Algérie fait figure de leader et reçoit le soutien de nombreux pays comme

l'Argentine, le Brésil, le Pérou ou Cuba. Ces pays sont fortement appuyés par la Chine, qui, à cette époque, avait renoué avec des pratiques natalistes très fortes, après le « grand bond en avant » et la « révolution culturelle » qui exaltaient une Chine nombreuse et puissante.

Donc, en 1974, les oppositions n'avaient pas cessé et les pays qui mettaient en avant la force démographique utilisent leurs difficultés pour obtenir des Nations Unies des sessions spéciales de l'Assemblée générale traitant uniquement « d'un nouvel ordre économique international » (appelé NOEI), cheval de bataille des pays non alignés ne faisant aucune référence aux questions de populations.

2.2.1.2 Un constat de plus en plus flagrant : la relation démographie et développement.

Parallèlement à ce groupe de pays encore attachés à une démographie forte pour affirmer leur force, de nombreux pays occidentaux sont de plus en plus malthusiens. Le rapport du fameux Club du Rome de 1972, aux conclusions très pessimistes, avait réintroduit la vieille obsession des limites physiques à la croissance économique et démographique. Les projections des Nations Unies, publiées à la veille de la Conférence de Bucarest, présentaient des chiffres alarmants pour le rythme de la croissance de la population mondiale.

En outre, en 1975, la chute de Saïgon et de Phnom Penh marque la fin du conflit en Extrême Orient et les Etats-Unis ne sont alors plus considérés comme un Etat néo-colonial, tandis que l'URSS commence à être suspectée (ce qui sera confirmé en 1979 avec l'invasion de l'Afghanistan). Cela a notamment pour conséquence un nouveau regard, plus véridique, sur l'impasse économique dans laquelle s'engageaient l'URSS et ses nombreux imitateurs, et une redécouverte des idées libérales.²⁴

C'est surtout à ce moment là que s'accélère la percée des nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud Est, avec leur ouverture au monde, leur forte et rapide hausse du revenu par tête dans toutes les couches de la population... et, parallèlement, leur natalité en chute très rapide. Leur crédibilité ne va cesser de grandir et éclipser les promesses du modèle soviétique. Une idée se fait jour, même parmi les pays non alignés, attachés au NOEI, le développement est certes le meilleur contraceptif, mais l'économie socialiste fait à coup sûr le surpeuplement sans le développement. La formule du délégué algérien à la conférence de Bucarest peut même être inversée : « le principal moteur du développement est le ralentissement de la croissance démographique »²⁵.

²⁴ Cf JC Guillebaud : *Les années orphelines. 1968 –1978*. Seuil, Paris, 1978

²⁵ G. Herzlich : *Oublier Malthus*. Le Monde Paris, 30 août 1994

Cette idée « nouvelle » donne des ambitions aux tenants des implications volontaires des Etats dans la régulation de la croissance démographique. Lors de la conférence de Bucarest, aux côtés des 136 gouvernements ont participé 109 organisations non gouvernementales (ONG) dont certaines étaient très influentes dans le « groupe population ». Parmi ces ONG puissantes, il faut citer le Milbank Mémorial Fund (créé en 1944), le Pathfinder Fund (créé en 1957) et surtout le Population Council (créé en 1952), fondé et présidé par John D. Rockefeller III qui déclara lors de la Conférence qu'il « fallait placer fermement les politiques démographiques au cœur des politiques de développement ».

La conférence de Bucarest présente cette particularité d'établir, pour la première fois, un consensus sur cette idée nouvelle, la croissance démographique est liée au développement. Une croissance forte n'est pas synonyme de puissance mais peut même présenter un frein pour le développement.

Enfin, 1975 est l'année où les premiers effets de la crise économique enclenchée par le choc pétrolier de 1973 se font sentir. Pendant la période appelée par J. Fourastié les « Trente Glorieuses », les apports extérieurs aux pays en développement (sous forme d'aide, de prêts, vente de matières premières) ont été abondants et ont permis d'absorber les effets d'une forte croissance démographique, donnant l'illusion d'une puissance en devenir. Avec la crise, les possibilités vont se raréfier et les crédits devenir dettes. La charge de la dette va peu à peu absorber et dépasser les recettes et les rendements vont devenir décroissants, tandis que les investissements vont apparaître bien insuffisants pour tenir face à la poussée démographique qui réduit la part de « population active » par rapport aux enfants.

Il est donc juste de prendre cette année 1975, qui suit « l'année internationale de la population » décidée par l'ONU, en parallèle de la Conférence de Bucarest (1974), comme référence pour l'abandon progressif de l'argument démographique comme facteur de puissance.

2.2.2. L'argument est abandonné et s'inverse.

2.2.2.1. Des disparités de plus en plus fortes et corrélées à la démographie.

Avant la quatrième conférence sur la population, à Mexico (1984), les études menées en amont (suivant ainsi le modèle instauré par la Conférence de Bucarest) sur les liens entre le développement et la croissance démographique, confirment et accentuent les constatations des années 70.

En effet, entre les succès de pays d'Asie du Sud Est, où le capitalisme est dominant, et les échecs répétés des pays à économie planifiée, en particulier en Afrique où cela a eu des résultats catastrophiques, le contraste est impressionnant. A l'inverse du cercle vicieux dans

lequel se sont trouvées enfermées nombre de sociétés africaines, les économies « à haute performance » d'Extrême-Orient (non seulement la Corée du sud, Singapour, Taiwan ou Hongkong, mais aussi l'Indonésie et la Malaisie) ont maintenu une croissance économique annuelle dépassant 5%, avec non seulement une baisse de moitié de la proportion de pauvres, mais une baisse importante de leur nombre.

La stagnation des pays du bloc socialiste ne peut plus vraiment être cachée, non plus, tandis que la pensée tiers-mondiste favorable à une transformation des rapports économiques internationaux exprimée dans le NOEI est totalement oubliée.

Ces études montrent que la situation de nombreux pays du Tiers-Monde était devenue de plus en plus catastrophique, surtout en Afrique et en Amérique latine. Les problèmes d'endettement commencent à devenir insurmontables et incontrôlables. La confrontation Est-Ouest n'est pas encore terminée et cette non-guerre empêche toute coopération internationale d'envergure, les deux puissances soupçonnant les instances internationales d'un biais systématique envers l'autre camp. C'est en particulier vrai pour les Etats – Unis qui, sous l'administration du Président Reagan, refusent de souscrire financièrement aux organismes des Nations Unies, dénonçant un penchant trop favorable de ces organismes envers les pays socialistes et du Tiers – Monde.

Sur le plan démographique, la polarisation qui s'est dessinée est presque une copie de celle observée sur le plan économique. En 1981, la population mondiale compte environ 4,4 milliards d'habitants. Les études démographiques montrent que 900 millions sont restés en dehors du grand mouvement de baisse de la fécondité qui pourtant s'était accélérée et diffusée entre les années soixante-dix et la fin des années quatre-vingt. Le contraste entre les nouveaux pays industrialisés et les pays qui se sont appauvris est, ici aussi, saisissant. Chez les premiers, la croissance démographique a été ralentie voire bloquée, parfois avec des méthodes autoritaires et vigoureuses, pour obtenir des baisses de la natalité de l'ordre de 40% à 50 %. Certes, dans certains pays, ces politiques ont été menées grâce à la contrainte, comme en Chine (politique de l'enfant unique) ou en Indonésie (le refus des « implants contraceptifs » était sanctionné par la privation d'engrais ou de matériel agricole), voire en Inde (sur-taxation du quatrième enfant), mais ces politiques avaient été accompagnées par des efforts consacrés à l'éducation et le développement des infrastructures, permettant le développement de toutes les couches sociales. Chez les seconds, les efforts de développement n'ont pas ou peu porté sur les structures d'éducation et de partage des fruits de la croissance économique, tandis que la croissance démographique conservait un rythme élevé et que les inégalités entre les élites et les plus pauvres s'accroissaient.

2.2.2.2 La conversion des discours.

A la conférence de Mexico, les évolutions démographiques et leur corrélations avec le développement sont communément admises et la perception que les gouvernements du tiers – Monde ont de leur situation démographique a beaucoup évolué. En 1973, une enquête des Nations Unies notait que 28% des gouvernements, représentant 57% de la population mondiale, considéraient leur fécondité trop élevée. A la veille de la conférence de Mexico, en 1983, les chiffres étaient montés respectivement à 37% et 61%. De plus, en 1983, presque 30% des Etats avaient déclaré mettre en œuvre des politiques de réduction de la fécondité.

Cette évolution des positions est aussi renforcé par une approche plus précise des rapports entre la croissance économique et la croissance démographique, tels que les dessinent les nouvelles théories économiques de la croissance, notamment chez les chercheurs américains de l'Ecole de Chicago. La Banque Mondiale, en 1984, adopte ce courant récent sur les théories économiques de la croissance et met en valeur, dans son rapport annuel, le rôle négatif de la croissance démographique sur la formation du capital humain.

Les pays qui, auparavant, refusaient toute évocation internationale des problèmes de population, ainsi que cela a été vu à la veille de la Conférence de Bucarest, ont cessé d'affirmer une force puisée dans une croissance démographique importante. Le discours, dans les années quatre-vingt n'est plus celui des premières conférences des pays non alignés. Lors de ces conférences, comme à Bandoung en 1955, la masse était un atout et un facteur incontournable de puissance en devenir. Elle permettrait de vaincre et de renverser les pays occidentaux qui mourraient à petit feu.

Ces discours n'ont plus lieu d'être à la fin des années quatre-vingt. Tout d'abord, les PNA n'ont pas réussi à être cette troisième voie qu'ils aspiraient devenir. Le bloc s'est vite fissuré, entre les pays qui ont réussi à se développer et ceux qui se sont enfoncés dans le surendettement et la pauvreté. Ensuite, les fortes poussées démographiques ont entraîné une paupérisation telle que l'argument de la puissance acquise par la part dans la population mondiale n'est plus valable. Pour prendre un exemple, un pays comme la France ne représente pas 1% de la population mondiale mais est au 5^{ème} rang mondial sur le plan économique et une puissance influente dans les relations internationales, tandis que le Nigeria, avec ses 120 millions d'habitants, représente presque 2% de la population mondiale mais est au 100^{ème} rang mondial sur le plan économique et n'a aucun poids dans les relations internationales, en dehors de son voisinage immédiat. La contre argumentation du nombre, signe de la pauvreté est admise, même sans être proclamée officiellement, par ces pays qui, trente ans avant, faisaient de ce même nombre un argument du discours. Ce discours violent n'a pas vraiment disparu, il s'est inversé.

Les expériences économiques suivant un modèle qui a échoué, l'économie planifiée, alliées à des dettes incontrôlables et à des croissances démographiques non maîtrisées ou trop tardivement ont donc ruiné ces pays qui cherchaient à s'affirmer sur la scène internationale, tandis que les deux grands pays communistes, la Chine et l'URSS, pourtant forts d'une population nombreuse (plus d'un milliard d'habitants pour la Chine, 300 millions pour l'URSS) affirmaient leur puissance en s'appuyant sur d'autres facteurs que le nombre.

Ce n'est donc pas seulement les pays eux-mêmes que cette période allant de 1945 à la fin des années quatre-vingt a ruiné, souvent à cause de leur démographie et leur incapacité à la réguler, c'est aussi et peut-être surtout le discours associant le nombre, l'argument démographique, à la puissance d'un Etat. Le discours inverse semble même s'être imposé et la population n'est plus, apparemment, un facteur de puissance.

Troisième partie. Depuis 1990. L'émergence d'une nouvelle appréhension de la démographie et de son utilisation dans le discours.

1990 est une nouvelle année charnière, puisqu'elle est communément admise comme la fin de la guerre froide et le début de l'ère véritable de la globalisation, grâce à l'accélération des échanges. Mais, c'est aussi à partir de cette date que de nombreuses réalités, longtemps ignorées ou refusées par de nombreux gouvernements, s'imposent vraiment. D'une part, les disparités économiques sont de plus en plus fortes, entre un groupe de pays riches, au Nord et un ensemble de pays, communément désignés comme les pays du Sud, touchés par une grande pauvreté et totalement à l'écart des échanges mondiaux. D'autre part, les nations du Nord sont obligées d'admettre leur vieillissement et leur régression démographique inéluctable à moyen, voire à court, terme et les changements géopolitiques futurs que cela risque d'engendrer. La question de la croissance démographique ne se pose plus dans les mêmes termes à partir de ce moment là et celle du partage des richesses et des droits et devoirs des Etats prend une place nouvelle.

Ainsi, pour étudier comment l'argument démographique est utilisé depuis 1990, il faut auparavant dresser un rapide tableau du contexte politique, économique et démographique du monde et des perspectives envisagées, puis rechercher, à travers les sommets et forums internationaux, ce que devient l'argument du nombre dans les relations de puissance à puissance.

Section 1 : Un nouveau contexte politique et démographique

3.1.1. La fin de la guerre froide et la « victoire » du libéralisme.

3.1.1.1 Un « nouvel ordre mondial »²⁶

En novembre 1989, l'éclatement du glacis socialiste qui perdurait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale donne le signal de la fin de la confrontation Est/Ouest qui dominait les relations internationales. Cette confrontation a été un des éléments les plus perturbateurs du fonctionnement des Nations Unies. Avec la disparition de l'URSS et l'accession à l'autonomie de nombreux pays de l'Europe centrale et orientale (PECO), les relations internationales ont donc cessé d'être bipolaires pour devenir multipolaires ou plus complexes véritablement. Mais les organisations internationales, ainsi que les forums internationaux, reprennent de l'importance.

Cette nouvelle situation internationale repose la question de la puissance des Etats et de leurs relations. Il n'existe plus une zone du globe, apparemment, qui puisse agir isolément et toute crise régionale devient un problème international et les acteurs étatiques doivent s'en

²⁶ Déclaration du Président des Etats-Unis G. Bush en 1990.

préoccuper. Ainsi, l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein devient une crise internationale qui est réglée par l'intervention d'une coalition, impossible encore quelques années auparavant, sous le commandement de la seule grande puissance restante, les Etats – Unis.

Cet exemple montre que la fin de la guerre froide a bien créé une nouvelle situation internationale et une nouvelle redéfinition des facteurs de la puissance. Qu'en est-il, en effet, de la puissance que procure l'atome, pour un Etat, quand on assiste au délitement progressif de l'URSS et de la Russie qui lui succède ? Qu'en est-il, aussi de la puissance que pouvait donner des masses armées, puisque l'affrontement Est/Ouest a été réglé par un véritable KO technique sans que la confrontation militaire n'ait eu lieu ?

De plus, cette nouvelle situation internationale confirme ce qui était de plus en plus évident, bien que les habitudes et les discours continuaient à en maintenir les apparences, en particulier au sein des instances internationales, aux Nations Unies en premier lieu : la disparition, en tant qu'acteur influent sur la scène internationale, d'un groupe tiers-mondiste et de son discours affiché comme non aligné. Certes, le groupe des 77 qui rassemble les pays en voie de développement existe toujours au sein de l'ONU, mais ce rassemblement totalement hétéroclite qui fait voisiner des pays asiatiques en plein essor économique et des pays africains au bord de la catastrophe économique et de l'implosion politique et sociale.

Si certains acteurs internationaux sont de plus en plus en retrait dans cette nouvelle situation, d'autres voient leur place mieux reconnue. C'est le cas de l'Union Européenne qui, non seulement est un ensemble comprenant une population de même importance et de niveau comparable aux Etats-Unis, mais surtout est une puissance économique incontournable et commence à se construire en tant que puissance politique cohérente. Mais c'est aussi le cas des pays d'Asie du Sud Est, qui sont devenues des puissances économiques et financières de premier plan. Ces pays interviennent dans des forums financiers et économiques qui ont autant, sinon plus, de poids et d'importance que les grandes conférences internationales sur des sujets « mondiaux ». Enfin, il ne faut pas omettre, dans ce panorama des années 90, les nouveaux acteurs non étatiques, les ONG et les groupes de pression les plus divers qui profitent de la mondialisation pour agir dans les relations internationales.

3.1.1.2. Un nouveau contexte économique.

La fin de la guerre froide n'est pas seulement synonyme de nouveaux rapports internationaux. Elle marque aussi la prééminence des relations économiques et des échanges dans les relations de puissance. L'internationalisation des échanges n'étant plus entravée par

une logique de confrontation de bloc à bloc, le modèle libéral domine donc l'économie mondiale.

Seuls les Etats et les autres acteurs qui participent à ces échanges existent vraiment dans les relations internationales. Ce triomphe du libéralisme a, dans ce cas aussi, rendu plus évident, si besoin était, le consensus qui s'était progressivement forgé à la suite des institutions de Bretton Woods, dont la Banque Mondiale est un agent influent. Ce consensus à propos de la supériorité des mécanismes de marché comme mode d'organisation économique favorable à la croissance, l'efficacité et la flexibilité. Pour cela, seule une participation à la mondialisation constitue, selon cette thèse, un facteur-clef de la solution des problèmes de développement. Cette thèse est donc de plus en plus dénoncée comme un « diktat idéologique »²⁷ des institutions financières internationales en échange de leurs fonds. Et elle est donc devenue plus difficile à supporter pour des Etats qui n'y trouvent aucun bénéfice et s'écartent de plus en plus de cette mondialisation à laquelle on rattache leur hypothétique salut.

En particulier, les années quatre-vingt dix accentuent le déséquilibre économique déjà si grand auparavant. Il est de plus en plus évident qu'il existe des régions de plus en plus oubliées dans les échanges internationaux et cet oubli perdurant, ces régions sont en train de cesser d'exister dans les relations internationales. Abandonnés et ne pouvant s'intégrer à la mondialisation salvatrice, ils s'enfoncent encore plus dans la pauvreté. Deux régions sont concernées par cette absence dans les relations internationales, signe de mort de puissance, l'Afrique et l'Amérique latine.

3.1.2. La mise en place de nouveaux rapports démographiques.

3.1.2.1 Un vieillissement inéluctable des pays riches.

Ce qui, dix ans auparavant, n'était qu'une prévision, longtemps ignorée ou volontairement mise de côté par de nombreux gouvernements, s'impose dès le début des années quatre-vingt dix. Les pays d'Occident en général, mais tout particulièrement en Europe sont en état de vieillissement accéléré. Les pyramides des âges sont de plus en plus inversées, les générations « seniors » devenant plus nombreuses que les jeunes en âge scolaire. Le coût des générations à la retraite devient de plus en plus lourd pour une population active en régression : en cinquante ans, la proportion est passée (dans le cas de l'Union Européenne) de 7/1 à 4,3/1. Les projections actuelles envisagent un rapport d'à peine 2 actifs contre 1 en 2050.

Une évidence s'impose, les taux de natalité observés dans ces pays ne permettent pas le renouvellement des générations et la tendance est donc, non plus au simple vieillissement,

²⁷ Françoise Nicolas(IFRI), in *Les PED face à la mondialisation*. RAMSES (IFRI), DUNOD.2001.

mais au déclin démographique de ces régions. Ainsi, les projections et les prévisions établies pour les quinze Etats membres de l'Union Européenne, d'après les tendances actuelles, prévoient-elles une baisse de 40 millions d'habitants pour la population européenne d'ici 2050.

Dans le même ordre d'idée, l'URSS qui comptait 300 millions d'habitants, devenue Russie, ne compte plus aujourd'hui que 144 millions d'habitants et perd 200 000 à 500 000 habitants par an, du fait de la baisse de natalité et de l'arrêt de l'accroissement naturel. Il faudrait aussi citer un pays comme le Japon qui a complètement inversé sa pyramide des âges et qui doit tenir compte d'une population senior de plus en plus nombreuse. Cet Etat qui aspire à redevenir une puissance à part entière, politiquement et militairement et non plus seulement économique, est en train de vieillir et de régresser démographiquement.

3.1.2.2. Une transition démographique inachevée dans les pays pauvres.

Les rapports qui sont établis avant la conférence du Caire (1994) soulignent tous que la situation démographique au début des années quatre-vingt dix est encore plus polarisée qu'elle n'était au moment de la conférence de Mexico. Les écarts de taux d'accroissement des populations se sont accentués. Certes, la baisse de la fécondité est devenue générale mais elle n'est cependant pas universelle et la transition démographique est inachevée dans de nombreux pays en voie de développement, voire n'a pas débuté dans certains d'entre eux – c'est le cas du Nigeria en particulier. La population qui, en 1994, n'est pas encore entrée dans la transition démographique s'élève encore à 750 millions.

Parmi les pays restés en dehors de la transition démographique, ce sont surtout les plus pauvres, situés en majorité en Afrique subsaharienne ou encore en Asie du Sud. Mais même parmi les pays en transition, qui comprennent les plus grands du monde en population – hormis le Nigeria cité supra et la Chine – cette transition se fait très lentement. Les taux de croissance sont donc encore très élevés parmi les pays en développement et les régions pauvres et accentuent le déséquilibre démographique entre les régions du monde. Les prévisions de l'ONU envisagent que ces pays très nombreux n'atteindront le taux de renouvellement des générations qu'en 2025.

Les tendances décrites ci-dessus donnent une justification au terme de plus en plus employé au moment de la conférence du Caire, « le nouvel ordre démographique ». Cette formule va servir le nouveau discours qui va utiliser la démographie et les relations de puissance à puissance.

Section 2 : La résurgence de l'argument démographique dans les relations entre Etats.

3.2.1. Le nombre n'a pas perdu de son importance.

3.2.1.1. Un facteur à ne pas négliger

A cause de nombreux paramètres qui ont pris de plus en plus d'importance, il a semblé presque admis que la démographie n'était plus un facteur tangible et fiable de la puissance. Dans l'ère de l'information qui accroît la productivité de chaque citoyen et abaisse le niveau nécessaire pour obtenir des économies d'échelle, le nombre est même un handicap. Alors, une région aussi puissante que l'Europe, au moins sur le plan économique, n'a pas à trop se préoccuper de sa démographie. Dans un slogan très militaire, un économiste raillait le temps des « gros bataillons » nécessaires pour développer une économie.

De plus, le consensus sur le développement fondé sur l'intégration à l'économie mondiale ne prenait pas en compte la démographie, ou plutôt considérait celle-ci dans ce qu'elle entraînait comme dépenses pour un Etat ou un groupe d'Etats.

Or, dans le cas de l'Union Européenne par exemple, qui veut devenir une puissance influente dans sa région mais aussi dans le monde, le poids démographique n'est pas un facteur marginal et prend, avec la force économique qu'il procure, une importance grandissante. L'Europe demeure la seule région à pouvoir se comparer, en nombre d'habitants, aux Etats – Unis, en quantité et en poids de marché. Un des avantages qu'elle pourrait tirer de l'admission de nouveaux membres est la possibilité d'augmenter de 100 millions le chiffre de sa population. Il est aisé d'imaginer quel poids aurait une institution européenne parlant, sur le plan international, au nom de 360 millions d'habitants, comptant parmi les PIB par tête les plus hauts mondiaux.

Mais, il est aussi aisé d'imaginer le peu de cas qui pourrait être fait des prises de position de cette instance, dans le cas d'une Europe ayant, en 30 ans, diminué sa population de 40 millions. Une nation ou une région qui s'éteint, pour reprendre l'expression employée au début du XX^{ème} siècle²⁸, voit son influence décliner avec son poids démographique.

3.2.1.2. L'importance géopolitique des ressources humaines demeure.

Sur l'échiquier diplomatique et stratégique, la place des réalités démographiques n'a pas disparu. Le nombre des habitants intervient dans l'influence géopolitique d'un pays et dans les justifications à certaines de ses exigences. En 1992, l'Allemagne unifiée a ainsi réclamé et obtenu 18 sièges de plus à l'Assemblée européenne, justifiant cette demande par un poids démographique accru qui nécessitait une représentation supérieure.

²⁸ Voir la première partie, en particulier le texte d'Hitler en 1924 à propos de la nation française.

L'influence des pays résulte des moyens dont il dispose et les ressources humaines, terme qui est plus explicite que population, en font partie. Et dans ce contexte, les différentiels démographiques et leurs évolutions, problèmes de population « si fondamentaux qu'ils prennent leur revanche sur ceux qui les ignorent »²⁹, participent à cette influence et au discours qui s'appuie sur le nombre. Ce discours est, en fait, assez utilisé par tous les Etats ou les groupes humains.

L'année 1994 est particulièrement symbolique pour illustrer les actions politiques et géopolitiques qui ont eu le nombre comme premier argument. Les données démographiques ont été utilisées pour orienter de nombreuses décisions ou pour proposer des changements. En 1994, le Japon demande une place de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et met en avant, pour justifier cela, la qualité et la quantité de ses « ressources humaines ».

En Afrique du Sud, la prise en compte des différentiels démographiques entre les communautés blanche et noire impose, en vertu de l'égalité politique récemment admise, la venue au pouvoir d'un président de la république noir.

En Europe, l'Allemagne unifiée devenue le pays le plus peuplé avec plus de 80 millions d'habitants, tire argument de son poids démographique pour devenir la nation inspiratrice de la construction européenne.

Ainsi, les données démographiques et leurs évolutions ne sont pas abandonnées dans le discours géopolitique. Mais, une nouvelle utilisation se fait jour depuis la fin des années quatre-vingt.

3.2.2. Une nouvelle utilisation du nombre dans le discours.

3.2.2.1. Le nouvel ordre démographique impose de nouvelles relations.

De nombreux Etats dits du Sud refusent de se voir imposer des normes et des règles par les pays riches mais déclinants et vieillissants. Reprenant les conclusions de la Conférence du Caire de septembre 1994 sur la population et le développement, le journal marocain *l'Opinion*, de Rabat, refuse l'accord Nord-Sud qui, selon lui, a consacré l'hypocrisie des pays du Nord. Dénonçant un courant néo-malthusien qui voit dans « l'accroissement des peuples (du Sud, évidemment) le grand péril »³⁰, l'auteur de cet article illustre bien le sentiment des pays du Sud.

Une simple équation est donnée, à peine 1/5^{ème} de la population mondiale consomme 4/5^{ème} des richesses mondiales. Or, les différentiels démographiques vont continuer à

²⁹ Alfred Sauvy.

³⁰ Réda Bekiran. *L'opinion*. 17 septembre 1994

s'accroître, la frange riche va continuer à diminuer, mais il est probable que, dans le même temps, va s'accroître « l'accaparement » des richesses et des activités économiques.

Les pays du Sud se sentent accusés à chaque fois que les problèmes démographiques sont évoqués. Les insistances et pressions qui ont été exercées sur ces pays pour réguler et maîtriser leurs taux de fécondité et toutes les conjectures qui ont été établies sur la transition démographique de ces Etats semblent, depuis les années qui ont suivi la conférence du Caire, être de nouveau assimilées à une manœuvre cachée des pays du Nord pour continuer à exercer leur domination. Les actions drastiques du FMI sont associées à cette «manœuvre de domination des pays du Nord »³¹.

Certains Etats refusent de se voir imposer une politique de planification familiale et, notamment dans les pays musulmans, la surenchère démographique par les autorités religieuses n'a pas disparu, quand elle ne s'est pas renforcée. La force numérique de ces sociétés est d'ores et déjà éclatante. L'immense jeunesse dans ces pays doit pouvoir faire changer l'ordre « inique » des choses. Pour certains, cette surpopulation serait une force.

Plus raisonnablement, de nombreux Etats demandent que soit reconsidéré le système de relations entre les pays pauvres et peuplés et les pays riches, moins peuplés. Ces relations doivent passer par le partage des ressources. C'est ainsi qu'au début des années quatre-vingt dix, en prenant conscience de la relation entre la démographie et l'écologie, a été proposé un pacte démographique Nord-Sud. Véritable pacte de « non agression » entre le Nord, polluant et le Sud continuant d'avoir une croissance démographique plus élevée, ce pacte démographique pose les relations sous le terme de « développement durable »³². Les pays riches s'engageraient à modifier leurs modes de consommation, tandis que les pays du Sud s'engageraient à véritablement maîtriser leur croissance démographique.

Pour aider au développement de ces Etats, les pays les plus riches avaient envisagé de verser le fameux « 1,7% » de leur PIB chaque année pour les PED. D'autres propositions ont été encore avancées, s'appuyant sur ce double différentiel inversé : 4/5^{ème} des ressources mondiales sont utilisées pour à peine 1/5^{ème} de la population. Mais, malgré des grandes déclarations de principe, ces nouvelles relations proposées n'ont pas été suivies. Les relations issues de la logique de marché sont encore dominantes.

Il faut bien noter ici que la nécessité d'établir ces nouvelles relations est reconnue et proclamée par tous, notamment les gouvernements des Etats riches. C'est ainsi que le Président des Etats – Unis, déclarait, en avril 2001, qu'il était anormal, selon lui, que les 3/4 de l'humanité ait moins de 2 \$ pour vivre par mois.

³¹ Réda Benkiran. Déjà cité.

³² Rapport « Bruntland » (1987) réalisé pour la Commission mondiale sur l'environnement et le développement.

3.2.2.2. Une nouvelle exigence : les devoirs des vieilles nations.

Depuis plusieurs années, mais ce phénomène s'est accentué avec le développement de la mondialisation, certains pays à forte population et à forte croissance démographique profitent des grands forums internationaux pour avancer de nouvelles exigences. Relayés de plus en plus par des ONG au but imprécis, dans ces grandes rencontres consensuelles, ils utilisent tous les canaux d'expression possible pour exiger des réparations aux Etats riches du Nord, anciennes puissances coloniales du XX^{ème} siècle. Pris dans une frénésie de remords et de repentance, ces Etats se sentent coupables de leur richesse face à la pauvreté des autres Etats, pauvreté accrue par la pandémie du Sida qui touche durement ces pays.

Profitant de ces « dispositions », le discours offensif prend argument du nombre et du dynamisme démographique des pays en développement, touchés par la misère, le surendettement et la maladie, pour exiger des pays «en hiver démographique » des aides et des moyens financiers. Ces aides et ces moyens financiers sont en fait considérés comme des réparations eu égard aux préjudices subis autrefois. Les arguments sont un ensemble hétérogène de reproches allant de l'exploitation coloniale et post coloniale au gaspillage des richesses au profit d'un tout petit nombre de nantis vieillissants, en passant par les mesures de planning familial qu'on avait imposé trente ans auparavant pour continuer à conserver la domination des plus riches sur l'ensemble du monde.

La vieillesse des nations riches est un argument utilisé aussi, par comparaison avec les jeunes, certes aujourd'hui touchées par la faim et la pauvreté, des pays du Sud. Ces vieux Etats sont accusés d'être en pleine perte de sens (en déclin). Leur quasi impossibilité à réussir l'intégration d'étrangers de plus en plus nombreux sur leur territoire montre bien leur déclin et la perte de leur puissance d'attraction. Les manques de main d'œuvre à venir, en Europe notamment, vont avoir pour conséquence l'appel aux travailleurs étrangers de manière massive dans les années qui viennent. Ces manques sont mis en avant pour démontrer que ces Etats vieillissants vont de moins en moins exister et vont se diluer, par manque de vitalité. Tandis, que de l'autre côté, la vitalité en devenir des pays à forte population jeune est mise en exergue. Il est vrai, comme l'avait dit A. Sauvy, « que jamais un champion olympique n'était issu d'un club du troisième âge ».

C'est donc en s'appuyant sur le nombre et les différentiels démographiques que les discours de certains Etats ou de certains groupes de pression ou ONG qui leur servent de relais apparaissent dans les relations internationales, pour exiger des pays du Nord qu'ils subviennent à tous leurs besoins. Ce qui paraît paradoxal dans cette utilisation nouvelle de l'argument du nombre dans le discours de certains acteurs, c'est qu'ils obtiennent plus par cette approche que lors des affrontements directs par le discours tiers - mondiste

Conclusion.

Longtemps utilisé pour justifier les visions expansionnistes des Etats, l'argument de la force démographique a pourtant été utilisé tout au long du XX^{ème} siècle par de nombreux pays qui y voyaient la possibilité d'agir dans les relations internationales. L'entrée dans les cercles vicieux de la surpopulation, de l'endettement et du sous – développement ont totalement inversé cet argument. Il était acquis que la croissance démographique était un risque et qu'une forte population ne présentait plus que des inconvénients et mettait le pays en accusation dans les instances internationales. Les aides au développement du FMI étaient souvent liées à des programmes de maîtrise de la croissance et de planning familial. Le nombre était devenu, semble-t-il, signe de faiblesse.

Pourtant, l'effet du nombre n'avait pas disparu pour autant et une analyse des situations démographiques a permis à plusieurs Etats d'agir et de parler plus fort par rapport à leurs voisins ou interlocuteurs. Le nombre, corollaire de puissance, quoique atténué, avait conservé son importance et était encore utilisé comme argument politique.

Enfin, demandant plus de partage et d'équité, en s'appuyant sur des notions floues mais consensuelles de « développement durable » ou de « croissance soutenue », les Etats du Sud espèrent pouvoir profiter du nombre et de la compassion des Etats du Nord. Cette compassion et cette mauvaise conscience des pays du Nord est d'ailleurs exploitée et utilisée, mêlée à l'argument démographique, pour non plus demander mais exiger des aides pour le développement des Etats à forte taux de fécondité et de croissance démographique.

C'est donc un argument qui a perduré tout au long du siècle dernier, même s'il a subi des transformations. Il ne peut certes plus justifier l'expansion territoriale qui est désormais interdite au niveau international, mais il sert encore pour affirmer sa place, ainsi que cela a été vu avec le rééquilibrage du nombre des parlementaires allemands à l'Union Européenne.

Si, parfois, le nombre ne fait rien à l'existence d'un acteur dans les relations internationales, la taille du Vatican raillée par Staline (« le Pape, combien de divisions ? ») ne lui pas empêché d'être un acteur influent sur la scène internationale, la réciproque est plus souvent vérifiée. Les inquiétudes qu'engendrent les perspectives de baisse de la population en Europe pour les 50 ans prochains montrent bien que cette perte d'habitants sera un obstacle majeur à la réalisation des objectifs géopolitiques de l'Union Européenne, en tant qu'acteur politique à part entière.

Bibliographie.

1. Ouvrages généraux.

- A. Chauprade et F. Thual, *Dictionnaire de géopolitique (Etats, Concepts, Auteurs)*, Paris, Ellipses, 1998.
- P. Grosser, *Pourquoi la 2^{ème} Guerre mondiale ?*, Paris, Editions Complexe, 1999.
- J. Chasteland et J.C. Chesnais, *La population du monde. Enjeux et problèmes*, Paris, PUF-INED, 1997.
- T. de Montbrial et P. Jacquet (ouvrage collectif). IFRI, *Ramsès 1994 à 2002. Les grandes tendances du monde*, Paris, Dunod.
- A. Sauvy, *La France ridée*, Paris, Hachette, Collection pluriel, 1986.
- E. Berg, *La politique internationale depuis 1945*, Paris, Economica, 1989.
- G.F. Dumont, *Démographie*, Paris, Dunod, 1992.
- P. Claval, *Géopolitique et géostratégie*, Paris, Nathan, 1994.

2. Articles

- G. Dorel, *La puissance des Etats*, Documentation photographique n°8006, décembre 1998
- G.F. Dumont, *Démographie et géopolitique*, Défense Nationale, avril 1993.
- Y. Montenay, *Les politiques de natalité dans le Tiers-Monde*, Défense Nationale, avril 1993.
- Ph. Bourcier de Carbon, *Alerte aux réalités internationales. La démographie européenne*, Géoscopie, avril 1996.
- M. Fébvre, *L'invention des populations*, Pour la Science. N° 277. 2000.
- La population mondiale : défis et perspectives*, Dossier spécial de « Problèmes politiques et sociaux » N°743, La documentation française. 1996.
- L. Sorel, *Le Japon puissance atypique*, Synergies européennes, Vouloir, avril 1993.
- R. Benkérane, *Le nouvel ordre démographique*, L'Opinion, Rabat, septembre 1994.

3. Documents internet.

- Ch. Malis, *Raymond Aron et le concept de puissance*, www.stratisc.org, site de la stratégie dans l'histoire. 2002
- Ch. Ph. David et J.-Ph. Racicot, *l' « auto-restriction » stratégique d'un libéralisme structurant ou la stratégie de puissance des Etats-Unis à l'aube du nouveau millénaire*, www.ihedn.fr, site IHEDN, 2001.